

Communiqué de presse de l'UEF
Bruxelles, le 16 octobre 2020

LE GROUPE SPINELLI ET L'UNION DES FÉDÉRALISTES EUROPÉENS LANÇENT UNE DÉCLARATION COMMUNE SUR L'ÉTAT DE L'UNION ET LA RELANCE « PROCHAINE GÉNÉRATION DE L'UE 2020 »

Le Groupe Spinelli et l'Union des fédéralistes européens (UEF) saluent l'ambitieux discours sur l'état de l'Union « Plus que jamais », prononcé le 16 septembre 2020 par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Ce discours a eu lieu 500 jours après les élections européennes et au beau milieu de la pandémie mondiale de COVID-19.

Outre l'adoption par le Conseil européen de « Prochaine génération de l'UE », instrument de relance « Hamiltonien » et stimulus économique de 750 milliards d'euros en plus du Cadre financier pluriannuel (CFP) pour 2021-2027 et qui, nous en sommes convaincus, constitue une étape claire vers une Europe fédérale, nous voudrions attirer l'attention sur un certain nombre de propositions dignes d'intérêt énoncées par la présidente von der Leyen lors du débat de cette année sur l'état de l'Union dont, nous tenons également à le souligner nombre d'entre elles avaient déjà été proposées par le groupe Spinelli :

1. La création d'une Union européenne de la santé
2. La transformation de l'économie européenne par le plan de relance pour atteindre les objectifs climatiques
3. L'adoption d'une directive européenne sur des salaires minimum équitables
4. L'accroissement de la cible de réduction des gaz à effet de serre pour 2030, à au moins 60 %, au lieu des 40 % prévus
5. Le renforcement de la dimension culturelle européenne par la création d'un nouveau Bauhaus européen
6. La nécessité d'élaborer un nouveau pacte sur les migrations en 2021, ainsi qu'une stratégie sur l'avenir du mécanisme d'évaluation de Schengen, et des propositions concrètes visant à créer des voies sûres et légales pour les migrants
7. L'encouragement des initiatives contre le racisme, les « zones sans LGBT » et l'antisémitisme
8. L'activation d'une majorité qualifiée au Conseil, au moins, pour l'adoption de règles communes sur les sanctions pour violation des droits de l'homme (loi Navalny)
9. L'introduction de nouvelles orientations pour le renforcement du système multilatéral de l'Union, faisant preuve de fermeté à l'égard de la Russie, et celle d'une solution durable avec la Turquie

« Alors que ces propositions sont de la plus haute importance pour la vie démocratique et les valeurs de notre Union, elles doivent être mises en œuvre à temps pour être correctement qualifiées de réformes qui poussent vers une Europe fédérale », déclare **le député européen Sandro Gozi**, président de l'Union des fédéralistes européens (UEF) et membre du Groupe Spinelli. « L'UE a besoin d'un Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 plus consistant, à l'appui de ses programmes stratégiques, et elle doit lancer la Conférence sur l'avenir de l'Europe dès que possible », poursuit Gozi. « En outre, l'UE de la prochaine génération doit notamment être approuvée avec un calendrier juridiquement contraignant pour l'introduction de nouvelles ressources propres ».

« Le discours de Von der Leyen a fait ressortir la nécessité de renforcer l'unité d'action de l'Europe. Le message de la présidente était clair : ensemble, nous sommes plus forts. La réponse anticrise devrait être l'occasion de dynamiser les transitions écologique et numérique de l'UE, mais aussi de compléter l'Union financière naissante par une Union politique plus forte. Cela ne peut se faire qu'à travers une réflexion et un débat sur les modifications des traités, qui peuvent enfin conduire à la construction d'une Europe fédérale », déclare **le député européen Doménec Ruiz Devesa**, membre du Groupe Spinelli et de l'UEF (Europe).

« L'Europe ne peut plus se permettre de perdre du temps. Chaque fois que le temps manque, cela fragilise notre projet européen. Des problèmes imminents appellent des solutions européennes communes, discutées de manière ouverte et constructive dans le cadre d'un échange nouveau et innovant avec les citoyens de l'UE : nous devons entamer la conférence sur l'avenir de l'Europe. Nous demandons à la présidence allemande du Conseil de veiller à ce que cette conférence soit lancée cet automne par une déclaration interinstitutionnelle dès l'automne 2020 », conclut **M. Gozi**.

Fin